ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième et quatrième chambres, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de L'Economie sociale, le 16 novembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions fiscales et diverses", a donné le 19 novembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede en vierde kamers, op 16 november 1999 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende fiscale en diverse bepalingen", heeft op 19 november 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Het spoedeisend karakter wordt verantwoord doordat de voorgestelde maatregelen een reeks van belangrijke financiële gevolgen, het weze besparingen, lastenverminderingen of vermindering van de belastingsdruk, rechtstreeks of onrechtstreeks, beogen te verwezenlijken, die reeds in het begrotingsjaar 2000 ten volle uitwerking dienen te verkrijgen. Dit geldt inzonderheid voor :

- De diverse fiscale maatregelen en de maatregelen betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

- de terugbetaling met betrekking tot de werkgelegenheid (structurele lastenverlaging, Sociale Maribel, ...);

- de wijzigingen in de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, die de verlenging zullen vergemakkelijken van de bedoelde arbeidsovereenkomsten gesloten met de Instituten voor Wetenschappelijk Onderzoek, de nieuwe regeling 'startbanen';

- de maatregelen die de tewerkstelling door de OCMW's versoepelen (wijziging wet 7 augustus 1974) of de regels inzake het ten laste nemen van steun door de OCMW (wijziging wet 2 april 1965);

- enz.

Ook andere overwegingen werden weerhouden om voor dit geheel van maatregelen de hoogdringendheid te vragen. De uitvoering van deze wettelijke bepalingen kan inderdaad niet geschieden zonder de efficiënte medewerking van de betrokken overheidsdiensten. De implementatie van al deze maatregelen dient voor deze administraties nog grondig voorbereid te worden, vereist aanpassingen van interne werkingsprocessen, opstellen van nieuwe administratieve procedures en informatie van de rechthebbenden. Ook deze processen moeten nog in 1999 gerealiseerd kunnen worden om de effectieve inwerkingtreding ten laatste vanaf 2000 te kunnen realiseren.".

*

* *

Exposé des motifs et objet de l'avis

Si des mesures législatives contenues dans un avant-projet de loi peuvent être replacées dans un contexte plus large, décrit dans l'exposé des motifs dudit avant-projet de loi, encore faut-il clairement distinguer ce qui sera réglé par le projet, de ce qui fera l'objet d'autres mesures. Sur ce point, l'exposé des motifs doit être clarifié. Il va de soi que le présent avis du Conseil d'Etat a pour seul objet, les matières réglées dans le dispositif soumis à son examen, et non les mesures annoncées dans l'exposé des motifs.

Examen du projet

Titre II. Dispositions fiscales

Article 3

1. Le texte de l'article 3, alinéa 2, est rédigé de façon peu claire, comme l'avait déjà relevé l'avis du 10 novembre 1999 de l'inspecteur des Finances.

Le délégué du ministre en a donné l'explication suivante :

> "L'objectif poursuivi par cette disposition est que le lissage qu'elle prévoit s'applique, pour chaque exercice d'imposition, à chaque réduction de taux envisagée séparément.".

Le texte de l'alinéa 2 doit être revu, sur ce point, pour qu'il exprime clairement ladite intention, d'autant que l'avis de l'inspecteur des Finances relevait déjà ce qui suit :

> "de bepaling heeft een wellicht ongewenst effect : iemand die bijvoorbeeld 850000 frank verdient zal niet kunnen genieten van een tariefverlaging terwijl van 850000 frank tot 1200001 frank de volledige tariefverlaging van toepassing is.".

Quant à l'exposé des motifs, il sera complété par des exemples d'application du texte ainsi remanié, pour que soit démontré que les réserves émises dans l'avis de l'inspecteur des Finances sont devenues sans objet.

2. Plus fondamentalement, les termes "progressivement ramené à 0" figurant à la fin de l'alinéa 2 sont trop indéterminés pour que l'on puisse considérer que l'impôt est réglé par la loi; l'impôt est, en effet, une matière réservée au législateur. Sur ce point, le texte doit également être complété, mais en prenant en considération l'observation de l'inspecteur des Finances :

> "Impliciet wordt de Koning gemachtigd om de hoogte van de belasting of het bedrag ervan te wijzigen : krachtens de Grondwet is enkel de wetgever in principe hiervoor bevoegd (behalve wanneer enkel de praktische uitvoeringsmodaliteiten worden bedoeld hetgeen echter op het eerste gezicht niet het geval lijkt);".

Article 4

Le commentaire de l'article dans l'exposé des motifs indique que la mesure a "fait l'objet d'une notification préalable aux autorités européennes". Le délégué du ministre a précisé ce qui suit : "Le principe de la mesure a fait l'objet d'une notification à la Commission européenne, ainsi que d'une première réponse de celle-ci. Conformément à la demande formulée dans la réponse, une seconde notification est actuellement en cours".

Il n'y a donc pas, actuellement, d'accord de la Commission sur la disposition en projet (1). Partant, la

(1) Selon les orientations communautaires sur les aides d'Etat au transport maritime (97/C 205/05) (JOCE,

demande d'avis au Conseil d'Etat est prématurée concernant l'article 4 du projet.

C205/5), § 11 - observations finales, "La mise en oeuvre des présentes orientations exige de la discipline aussi bien de la part des autorités des Etats membres que de la Commission, notamment en ce qui concerne les obligations de notification (...). La Commission fera usage de tous les instruments dont elle dispose pour assurer que les Etats membres remplissent les obligations qui leur incombent en vertu de l'article 93, paragraphe 3 (...). (...) le remboursement de toute aide octroyée illégalement (c'est-à-dire sans décision positive finale de la Commission) peut être demandé au bénéficiaire selon les principes établis par la Cour dans l'affaire Tubemeuse (arrêt de la Cour de Justice du 21 mars 1990 dans l'affaire C-142/87, Belgique contre Commission)".

C'est sous la réserve de l'accord européen qui serait donné, que le Conseil d'Etat recommande dès à présent de clarifier le régime de preuve prévu à l'alinéa 3, de l'occupation effective à bord d'un navire, dont la charge incombera aux travailleurs, et qui n'est pas exempt de risque du point de vue de la sécurité juridique et du principe d'égalité.

En tout cas, l'arrêté d'exécution de l'article 4, alinéa 3, doit être pris dès le début de l'application de la mesure.

Articles 5 à 7

Les articles 5 à 7 de l'avant-projet de loi reproduisent des dispositions d'un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge" à propos desquelles la section de législation du Conseil d'Etat s'est déjà prononcé le 8 octobre 1999 dans son avis n° L. 29.576/2.

Afin d'éviter que les articles concernés du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèques et de greffe ne soient abrogés deux fois, si l'auteur du projet entend maintenir lesdites dispositions dans le présent avant-projet de loi, il convient que ces mêmes dispositions soient omises de l'avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions relatives à la nationalité belge".

Titre III. Dispositions concernant La Poste

Observations générales

1. L'avis de l'inspecteur des Finances sur les articles 8 à 10 de l'avant-projet ne figure pas au dossier alors que l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire (1) exige un tel avis, notamment, pour les avant-projets de loi qui sont soumis au Conseil des ministres et pour les propositions de loi dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion financière directe ou indirecte.

Le représentant du ministre a signalé que cet avis a été demandé. Celui-ci n'est, toutefois, pas parvenu au Conseil d'Etat à ce jour.

C'est, dès lors, sous réserve de l'accomplissement de la formalité qu'il est procédé à l'examen des articles précités.

2. La rédaction des articles 131/1, 131/2 et 131/3 en projet, insérés respectivement par les articles 8, 9 et 10 du projet, est directement inspirée par les articles 59/2, 59/3 et 59/4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Ces derniers articles, qui ont été ajoutés par la loi du 12 décembre 1994, et en ce qui concerne l'article 59/2 modifié par la loi du 20 décembre 1995, règlent les modalités de la transformation de Belgacom en société anonyme de droit public.

(1) Moniteur belge du 17 janvier 1995.

Comme en a convenu le représentant du ministre, les dispositions en projet trouveraient mieux leur place dans le chapitre VII du titre IV de la loi du 21 mars 1991 précitée, consacré à l'administration de "La Poste", au lieu d'être insérées dans le chapitre II du même titre consacré aux définitions et au siège social de l'entreprise. Les articles 59/2 et suivants de la loi du 21 mars 1991, qui s'appliquent à Belgacom, figurent d'ailleurs quant à eux dans le chapitre IV du titre II, consacré à l'administration de cette dernière entreprise.

Observations particulières

Article 8

Article 131/1, § 1er, en projet

Selon le paragraphe 1er de l'article 131/1 en projet, deux hypothèses peuvent se présenter :

- ou bien l'état résumant l'actif et le passif est établi par le conseil d'administration de La Poste et fait l'objet d'un rapport par le réviseur désigné par le ministre,

- ou bien, le même état est établi par le réviseur et commenté par celui-ci dans un rapport.

Le texte en projet ne prévoit cependant pas comment se réglera la compétence concurrente du conseil d'administration et du réviseur désigné par le ministre;

autrement dit, il ne précise pas qui en définitive établira l'état résumant l'actif et le passif.

Article 131/1, § 2, en projet

A la fin de l'alinéa 1er, on écrira pour mieux traduire l'intention des auteurs de l'avant-projet :

"... et ceux des membres du comité de direction qui en seraient membres.", au lieu de "... et les membres du comité de direction, pour autant qu'ils en soient membres.".

Article 131/1, § 4, en projet

Selon le représentant du ministre, l'alinéa 1er de l'article examiné habiliterait le Roi, lors de l'établissement des statuts, à supprimer le comité de direction. Ceci ne paraît pas possible, car l'alinéa en question permet seulement de déroger aux articles 19 et 20 de la loi du 21 mars 1991 précitée en ce qui concerne le rôle et le fonctionnement du comité, ainsi que la nomination et la révocation de ses membres, mais ne prévoit pas la suppression même de cet organe. D'ailleurs, d'autres articles de la même loi, auxquels les dispositions projetées n'entendent pas déroger supposent son existence, par exemple, les articles 15, alinéa 1er, 16 et 23, § 3, alinéa 1er.

Article 10

Article 131/3 en projet

Au paragraphe 1er, il y a lieu de préciser que celui-ci déroge à l'article 20, § 3, alinéa 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de adviesaanvraag aldus :

> "Het spoedeisend karakter wordt verantwoord doordat de voorgestelde maatregelen een reeks van belangrijke financiële gevolgen, het weze besparingen, lastenverminderingen of vermindering van de belastingsdruk, rechtstreeks of onrechtstreeks, beogen te verwezenlijken, die reeds in het begrotingsjaar 2000 ten volle uitwerking dienen te verkrijgen. Dit geldt inzonderheid voor :
>
> - De diverse fiscale maatregelen en de maatregelen betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;
> - de terugbetaling met betrekking tot de werkgelegenheid (structurele lastenverlaging, Sociale Maribel, ...);
> - de wijzigingen in de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, die de verlenging zullen vergemakkelijken van de bedoelde arbeidsovereenkomsten gesloten met de Instituten voor Wetenschappelijk Onderzoek, de nieuwe regeling 'startbanen';
> - de maatregelen die de tewerkstelling door de OCMW's versoepelen (wijziging wet 7 augustus 1974) of de regels inzake het ten laste nemen van steun door de OCMW (wijziging wet 2 april 1965);
> - enz.
>
> Ook andere overwegingen werden weerhouden om voor dit geheel van maatregelen de hoogdringendheid te

vragen. De uitvoering van deze wettelijke bepalingen kan inderdaad niet geschieden zonder de efficiënte medewerking van de betrokken overheidsdiensten. De implementatie van al deze maatregelen dient voor deze administraties nog grondig voorbereid te worden, vereist aanpassingen van interne werkingsprocessen, opstellen van nieuwe administratieve procedures en informatie van de rechthebbenden. Ook deze processen moeten nog in 1999 gerealiseerd kunnen worden om de effectieve inwerkingtreding ten laatste vanaf 2000 te kunnen realiseren.".

*

* *

Memorie van toelichting en onderwerp van het advies

Wetgevende maatregelen die vervat zijn in een voorontwerp van wet mogen inderdaad gesitueerd worden in een ruimere context die beschreven wordt in de memorie van toelichting van het genoemde voorontwerp van wet, maar er moet wel een duidelijk onderscheid worden gemaakt tussen datgene wat geregeld wordt in het ontwerp en datgene wat met andere maatregelen zal worden geregeld. Wat dat betreft, behoort de memorie van toelichting verduidelijkt te worden. Het spreekt vanzelf dat het voorliggende advies van de Raad van State alleen de aangelegenheden behandelt die geregeld worden in het dispositief dat haar is voorgelegd, en niet de maatregelen die in de memorie van toelichting zijn aangekondigd.

Onderzoek van het ontwerp

Titel II. Fiscale bepalingen

Artikel 3

1. Artikel 3, tweede lid, is niet erg duidelijk gesteld, zoals de inspecteur van financiën reeds in zijn advies van 10 november 1999 had opgemerkt.

De gemachtigde van de minister heeft het betrokken lid als volgt toegelicht :

> "L'objectif poursuivi par cette disposition est que le lissage qu'elle prévoit s'applique, pour chaque exercice d'imposition, à chaque réduction de taux envisagée séparément.".

De redactie van het betrokken tweede lid moet wat dat betreft worden herzien, opdat die bedoeling daarin duidelijk wordt weergegeven, temeer daar de inspecteur van financiën in zijn advies reeds het volgende had opgemerkt :

> "de bepaling heeft een wellicht ongewenst effect : iemand die bijvoorbeeld 850000 frank verdient zal niet kunnen genieten van een tariefverlaging terwijl van 850000 frank tot 2100001 frank de volledige tarief-verlaging van toepassing is.".

De memorie van toelichting moet aangevuld worden met voorbeelden waarin toepassing wordt gemaakt van de aldus herwerkte bepaling, opdat wordt aangetoond dat het voor-behoud dat de inspecteur van financiën in zijn advies heeft gemaakt, niet langer opgaat.

2. Meer ten gronde is de formulering "geleidelijk teruggebracht tot 0" aan het einde van het tweede lid te vaag om te kunnen zeggen dat de belasting bij wet geregeld is; de belasting behoort immers uitsluitend tot de bevoegdheid van de wetgever. Wat dat betreft moet de bepaling ook worden aangevuld, waarbij evenwel rekening moet worden gehouden met de opmerking van de inspecteur van financiën :

> "Impliciet wordt de Koning gemachtigd om de hoogte van de belasting of het bedrag ervan te wijzigen : krachtens de Grondwet is enkel de wetgever in principe hiervoor bevoegd (behalve wanneer enkel de praktische uitvoeringsmodaliteiten worden bedoeld hetgeen echter op het eerste gezicht niet het geval lijkt);".

Artikel 4

De commentaar die bij het artikel wordt gegeven in de memorie van toelichting geeft aan dat de maatregel "het voorwerp (heeft) uitgemaakt van een voorafgaandelijke kennisgeving aan de Europese autoriteiten". De gemachtigde van de minister heeft het volgende gepreciseerd : "Le principe de la mesure a fait l'objet d'une notification à la Commission européenne, ainsi que d'une première réponse de celle-ci. Conformément à la demande formulée dans la réponse, une seconde notification est actuellement en cours".

De Commissie heeft bijgevolg op dit ogenblik nog niet ingestemd met de ontworpen bepaling (1). Het verzoek

(1) In de Communautaire richtsnoeren betreffende overheids-

om advies aan de Raad van State is bijgevolg voorbarig wat

---

steun voor het zeevervoer (97/C 205/05) (Publikatieblad, C205/5.) staat in § 11 - slotbeschouwingen, het volgende te lezen "De uitvoering van deze richtsnoeren veronderstelt discipline van zowel de lidstaat-overheden als de Commissie, met name wat betreft de (...) aanmeldingsverplichtingen (...). De Commissie zal gebruik maken van alle maatregelen waarover zij beschikt om ervoor te zorgen dat de lidstaten hun verplichtingen overeenkomstig artikel 93, lid 3, nakomen (...). (...) onrechtmatig (d.w.z. zonder een definitieve positieve beslissing van de Commissie) verleende steun (kan) overeenkomstig de door het Hof van Justitie in de zaak Tubemeuse (België tegen Commissie) (arrest van 21 maart 1990, zaak C-142/87) vastgestelde beginselen van de begunstigde worden teruggevorderd".

artikel 4 van het ontwerp betreft.

Onder voorbehoud van het Europese fiat dat zou worden gegeven, beveelt de Raad van State nu reeds aan de in het derde lid vastgestelde regeling te verduidelijken voor het leveren van het bewijs dat iemand daadwerkelijk aan boord van een schip was tewerkgesteld, waarbij de bewijslast bij de werknemers ligt, welke regeling problemen kan opleveren op het gebied van de rechtszekerheid en met betrekking tot het gelijkheidsbeginsel.

Het besluit tot uitvoering van artikel 4, derde lid, moet in ieder geval uitgevaardigd worden zodra de maatregel van toepassing is.

Artikelen 5 tot 7

De artikelen 5 tot 7 van het voorontwerp van wet bevatten bepalingen die ook voorkomen in een voorontwerp van wet "tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit" waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State zich reeds op 8 oktober 1999 in zijn advies nr. L. 29.576/2 heeft uitgesproken.

Om te voorkomen dat de betrokken artikelen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten twee keer worden opgeheven, als de steller van het ontwerp de genoemde bepalingen in het onderhavige voorontwerp van wet wil behouden, behoren diezelfde bepalingen in het voor-ontwerp van wet "tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de Belgische nationaliteit" te vervallen.

Titel III. Bepalingen betreffende De Post

Algemene opmerkingen

1. In het dossier ontbreekt het advies van de inspecteur van financiën over de artikelen 8 tot 10 van het voorontwerp, terwijl zulk een advies volgens artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole (1) vereist is, inzonderheid voor voorontwerpen van wet die aan de Ministerraad worden voorgelegd en voor wetsvoorstellen waarvan de verwezenlijking rechtstreeks of onrechtstreeks een financiële weerslag kan hebben.

De gemachtigde van de minister heeft opgemerkt dat dit advies is aangevraagd. Het is evenwel vooralsnog niet bij de Raad van State ingekomen.

De voornoemde artikelen worden dus onderzocht op voorwaarde dat aan het vormvereiste wordt voldaan.

2. De redactie van de ontworpen artikelen 131/1, 131/2 en 131/3, respectievelijk ingevoegd bij de artikelen 8, 9 en 10 van het ontwerp, is rechtstreeks gebaseerd op de artikelen 59/2, 59/3 en 59/4 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. In de laatstgenoemde artikelen, die bij de wet van 12 december 1994 zijn ingevoegd, en wat

(1) Belgisch Staatsblad van 17 januari 1995.

artikel 59/2 betreft, bij de wet van 20 december 1995 zijn gewijzigd, wordt de omvorming van Belgacom tot een naamloze vennootschap van publiek recht nader geregeld.

De ontworpen bepalingen horen veeleer thuis in titel IV, hoofdstuk VII over het bestuur van "De Post" dan in dezelfde titel, hoofdstuk II van de voornoemde wet van 21 maart 1991 met als opschrift "Bepalingen en maatschappelijke zetel". De gemachtigde van de minister is het daarmee eens. De artikelen 59/2 en volgende van de wet van 21 maart 1991, die van toepassing zijn op Belgacom, staan overigens in titel II, hoofdstuk IV, dat aan het bestuur van laatstgenoemde onderneming gewijd is.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 8

Ontworpen artikel 131/1, § 1

Volgens het ontworpen artikel 131/1, paragraaf 1, kunnen zich twee mogelijkheden voordoen :

- ofwel wordt de staat waarin de activa en de passiva samengevat zijn, vastgesteld door de raad van bestuur en brengt de door de minister aangewezen revisor verslag over die staat uit,

- ofwel wordt diezelfde staat door de revisor vastgesteld en door diezelfde persoon in een verslag van commentaar voorzien.

Uit de ontworpen tekst blijkt evenwel niet hoe de concurrerende bevoegdheid van de raad van bestuur en van de door de minister aangewezen revisor zal worden geregeld; met andere woorden : er wordt niet bepaald door wie de staat waarin de activa en de passiva zijn samengevat, uiteindelijk wordt vastgesteld.

Ontworpen artikel 131/1, § 2

Teneinde de bedoeling van de stellers van het voorontwerp beter weer te geven, schrijve men aan het einde van het eerste lid :

"... en die leden van het directiecomité die er lid van zijn" in plaats van "de leden van het directiecomité, voor zover deze er lid van zijn".

Ontworpen artikel 131/1, § 4

Volgens de gemachtigde van de minister zou het eerste lid van het onderzochte artikel de Koning ertoe machtigen om het directiecomité bij het vastleggen van de statuten te schrappen. Dat lijkt niet mogelijk, want volgens het genoemde lid kan van de artikelen 19 en 20 van de voornoemde wet van 21 maart 1991 alleen worden afgeweken wat de rol en de werkwijze van het directiecomité betreft, alsook wat de benoeming en het ontslag van de leden van dat comité betreft, maar dat lid bepaalt niet dat dit orgaan kan worden geschrapt. Bovendien impliceren andere artikelen van dezelfde wet, waarvan de ontworpen bepalingen niet beogen af te wijken, het bestaan van dit comité, bijvoorbeeld artikel 15, eerste lid, artikel 16, en artikel 23, § 3, eerste lid.

Artikel 10

Ontworpen artikel 131/3

In paragraaf 1 behoort te worden gepreciseerd dat deze paragraaf afwijkt van artikel 20, § 3, derde lid, van de voornoemde wet van 21 maart 1991.

L'avis concernant le titre Ier, article 1er, et le titre II, articles 2 à 7, a été donné par la deuxième chambre, composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, premier président,
de Heren eerste voorzitter,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

Madame J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

Het advies betreffende de titel I, artikel 1, en de titel II, artikelen 2 tot 7, was gegeven door de tweede kamer samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS

L'avis concernant le titre Ier, article 1er, et le titre III, articles 8 à 11, a été donné par la quatrième chambre, composée de

Het advies betreffende de titel I, artikel 1, en de titel III, artikelen 8 tot 11, was gegeven door de vierde kamer samengesteld uit

Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. LIENARDY, P. QUERTAINMONT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Madame Mevrouw	M. PROOST,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, premier président.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, eerste voorzitter.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN